

<http://lipietz.net/Introduction-Securite-collective-et-politiques-de-l-energie>

# Introduction : Sécurité collective et politiques de l'énergie

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - Sécurité collective et environnement -



Publication date: jeudi 12 juin 2008

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Aujourd'hui, la politique de l'énergie passe par une politique de sécurité, et plus précisément, nous avons besoin d'une politique de paix. Au 21ème siècle, c'est devenu une tâche transversale, qui est tout sauf une politique militaire pure. Au vu des besoins croissants en énergie dans le monde (par exemple, dans les pays asiatiques en développement), la demande pour les ressources non-renouvelables comme le pétrole et le gaz augmentera, et la compétition pour les ressources énergétique s'amplifiera, ce qui peut être source de nouveaux conflits.**

Le gaz et le pétrole sont importés principalement de régions potentiellement en crises : il n'existe pas de réelle alternative puisque les réserves naturelles sont concentrées dans ces régions. Une forte augmentation des prix, des interruptions ou même des arrêts prolongés des approvisionnements ne sont que quelques-uns des risques. Les longues routes et les systèmes de transport compliqués sont des cibles faciles pour des actes de piratage, de terrorisme, visant par exemple l'interruption des pipelines, ce qui exacerbe l'ensemble des problèmes. Imaginons seulement quelles seraient les conséquences, sur les marchés occidentaux de l'énergie, de la fermeture du canal de Suez pendant plusieurs mois à la suite d'une attaque terroriste !

Si nous avons, en tant que Verts, débattu de ce sujet depuis déjà longtemps, il a fallu bien du temps avant que ces interconnexions soit finalement reconnues, et qu'on comprenne que la sécurité énergétique ne peut pas être garantie par des moyens militaires. La Commissaire aux Relations extérieures, Benita Ferrero Waldner, et le Haut Représentant pour la Politique Européenne de Sécurité Commune, Javier Solana, ont d'ailleurs publié, en mars, un document sur ce sujet. Il s'agit entre autres de rejeter le principe de la protection des pipelines et des réserves de pétrole par des moyens militaires. Quiconque croit possible de protéger militairement les pipelines des attaques terroristes se trompe de moyens.

Si ce document est encore relativement général et ne dessine pas toujours les conséquences de ce qu'il prédit, son message est important : les politiques environnementales ou relatives au changement climatique ont une influence décisive sur les guerres et les conflits dans le monde. Il est possible de résumer le développement en deux points : d'une part la diminution rapide des ressources et les conditions environnementales qui empirent mènent à des conflits violents, d'autre part, l'existence de conflits exacerbe encore plus profondément les problèmes de ressources et d'environnement.

C'est exactement l'objet de la conférence d'aujourd'hui. Nous devons d'abord affronter la question des consommations d'énergie et de matières premières. Nous ne pouvons plus continuer de gaspiller ainsi nos ressources. Encore aujourd'hui, 15% de la population mondiale utilise 60% du pétrole brut et du gaz naturel, et plus de la moitié des autres ressources épuisables. De plus, l'appétit énergétique des autres pays va en augmentant, pas en diminuant. Aujourd'hui la Chine consomme déjà 25% des métaux bruts. Tous les peuples ont un intérêt légitime identique pour les ressources naturelles et l'énergie, mais un niveau disproportionné de consommation ne justifie pas un intérêt disproportionné : au contraire, il oblige à économiser des ressources limitées et à minimiser leur utilisation au bénéfice de tous.

Ensuite, on devra envisager le changement climatique, qui exacerbe aujourd'hui la pauvreté mondiale en détruisant des moyens d'existence, forçant des millions de gens à fuir, intensifiant les discussions relatives à la distribution des ressources, causant de violents conflits et l'augmentation des prix. La disponibilité du pétrole et du gaz se concentre géographiquement et économiquement dans les mains de pays de moins en moins nombreux et d'entreprises proches des Etats. Dans les pays riches en ressources, les profits ne bénéficient généralement pas à la population mais aux élites corrompues et/ou autoritaires. Le changement climatique et la crise des ressources mettent tous

deux la paix en danger !

Enfin, on envisagera le problème des armes et des armées. Encore récemment, les instituts de recherches sur la paix ont montré que le commerce mondial des armes a augmenté. Le problème des armes mondialement disponibles augmente donc en conséquence, ce qui en soi constitue déjà un problème. Mais ce que nous devons désormais considérer, ce sont les effets sur l'environnement : le nombre de missions militaires et civiles dans le monde a énormément augmenté. Une évaluation d'une portée suffisante n'a toutefois pas encore été menée. Nous disons que nous voulons des engagements internationaux afin de protéger les gens, mais nous rendons-nous toujours compte des conséquences de nos actions ? Quel impact cela a-t-il sur l'environnement, lorsque des milliers de soldats se déploient dans un pays ? Dans ce cadre, il y a beaucoup d'aspects à considérer, qui n'ont pas encore été exhaustivement discutés, et de loin.

Les liens entre les effets environnementaux (ressources et changements climatiques) et la politique de sécurité ne se reflètent pas encore dans des stratégies cohérentes. Les connaissances ne sont pas non plus utilisées pour coordonner efficacement différentes politiques. J'ai donc l'espoir que la conférence d'aujourd'hui nous donnera une nouvelle impulsion, qui pourra être intégrée dans nos actions politiques.